

PLUS PERSONNE À LA RUE ! UN LOGEMENT POUR TOU-TES !

**Rassemblement devant l'Hôtel de Ville
Jeudi 19 décembre
de 17h à 19h pendant le Conseil de Paris**

Depuis quelques semaines, malgré la trêve hivernale, les mises à la rue sans solution s'accroissent. Des budgets sont supprimés. Des hôtels et structures sont fermés, de plus en plus de personnes se retrouvent dehors. Parmi elles :

- des personnes atteintes de pathologies graves sortant des services hospitaliers
- des femmes venant d'accoucher avec leur nouveau né
- des élèves de nos écoles, collèges et lycées
- des mineur-es non accompagnés-es en attente de reconnaissance de minorité
- des familles
- des personnes isolées

La situation, déjà insupportable va s'aggraver puisque :

- Des associations subissent des pressions pour mettre dehors les déboutés-es du droit d'asile ou des familles ayant obtenu le statut. Ainsi 27 familles vont se retrouver à la rue en cette fin décembre sans solution.
- Le préfet de région IDF a décidé d'arrêter de financer le dispositif d'hébergement des lycéen-nes et des dizaines d'entre elles et eux vont perdre leur chambre.
- Des squats sont évacués et il est de plus en plus risqué d'en ouvrir à cause de la loi Kasbarian.
- Les lignes 115 sont saturées. C'est mission impossible pour joindre un interlocuteur. Les personnes attendent des heures avant d'avoir quelqu'un qui n'a souvent aucune solution à proposer. De plus, il faut répondre à des critères de plus en plus restrictifs faute de places disponibles.

Pourtant, il y a dans Paris énormément de logements ou de lieux pouvant servir d'hébergement qui sont vides. Le lycée Brassens dans le 19e par exemple. Fermé depuis un an et demi, les mobilisations s'enchaînent pour demander sa transformation en centre d'hébergement. Si la région Ile de France en a ouvert la possibilité, la mairie de Paris et la mairie du 19ème s'opposent à ce projet qui mettrait des dizaines de familles à l'abri, rétorquant que l'hébergement d'urgence est de la responsabilité de l'État et que les arrondissements du nord est parisien font déjà beaucoup en terme d'accueil.

Mais aujourd'hui, si nous nous adressons à des collectivités tenues par des gens qui se revendiquent de gauche, telle la mairie de Paris officiellement, ce n'est pas un hasard. C'est parce que nous voulons croire que ces personnes qui ont choisi d'être en charge de responsabilités politiques, sont prêtes à se mobiliser avec nous car elles partagent avec nous un commun : des projets de progrès et de justice sociale. Et donc concrètement de porter la revendication d'un toit pour toutes et tous et sa mise en application concrète par tous les moyens possibles.

Aujourd'hui, syndicats, associations, collectifs, nous appelons à nous rassembler devant la mairie de Paris pour qu'avec nous, celles et ceux qui se disent opposés à la politique d'exclusion, de discriminations et d'inégalités portées par le centre, la droite et l'extrême-droite, luttent pour qu'il n'y ait plus personne qui vive à la rue. Au delà des catégories, familles, mineur-es, femmes, hommes, plus personne à la rue ! Le logement est un droit fondamental, et des logements, il y en a !

Avec le soutien des collectifs, organisations et personnes suivantes : Jamais Sans Toit - Île de France , Collectif des jeunes du parc de Belleville, SUD éducation Paris, CGT Educ'action 75, FSU Paris, CNT STE 75, CNT FTE, Fondation Abbé Pierre, Mrap Paris, RESF Paris 19, LDH Paris 19, LDH Paris 20.

Gwenaëlle Austin (adjointe au Maire, élue communiste et citoyen, 19^e), Hadrien Bortot (adjoint au Maire, élu communiste et citoyen, 19^e), Camille Naget (conseillère de Paris, élue communiste et citoyen, 19^e), Danièle Obono (députée LFI).